OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

JOURNAL DU SENAT.

LUNDI, 11 février 1850.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement.

Présents: l'honorable J. B. Plauché, Lieutenant-Gouverneur et président du Sénat,

MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Philips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman et Van Wickle.

M. Cade, du comité d'enrôlement, rapporte que: "l'Acte pour créer un juge de paix additionnel pour la paroisse d'Avoyelles", a été enrôlé correctement.

M. Peck, du comité spécial auquel a été référé l'Acte pour incorporer la ville de Jefferson", rapporte en faveur dudit bill, sans amendement.

Ce bill subit sa seconde lecture et il a été adopté.

Sur motion, et après dispense des règles le dit bill subit sa troisième lecture et passe.

M. Cade donne avis qu'il présentera un bill intitulé:

"Acte pour donner au juri de police de la paroisse de Lafourche-Interieure, le pouvoir de faire ses propres lois, relatives aux chemins et le rem dans ladite paroisse."

M. Dufour donne avis qu'il présentera un bill intitulé:

"Acte pour autoriser les municipalités de la ville de la Nouvelle Orléans, à établir des matadors d'Asile."

"Acte pour donner au juri de police de la paroisse de Lafourche-Interieure, le pouvoir de faire ses propres lois, relatives aux chemins et le rem dans ladite paroisse."

M. Dufour donne avis qu'il présentera un bill intitulé:

"Acte pour autoriser les municipalités de la ville de la Nouvelle Orléans, à établir des matadors d'Asile."

M. Dufour, dûment autorisé, auquel ont été référés

L'Acte pour amender l'acte relatif au juges [illegible] des esclaves fugitifs.

"Acte pour autoriser à porter en appel devant la Cour Suprême, dans toute partie de l'Etat où elle siégera, les causes criminelles."

"L'Acte pour autoriser toute personne arrêtée sous la prévention d'un délit, à fournir des cautions résidant dans toutes les parties de l'Etat", fait un rapport favorable auxdits bills, sans amendements.

Au nom du même comité auquel ont été référés les bills suivants:

"Acte pour amender l'article 990 du Code de Procédure, afin de donner aux obligations fournies en paiement de propriétés de successions vendues à crédit, le même effet que les obligations à 12 mois." Et "l'Acte pour admettre comme preuve *prima facie*, les volumes imprimés contenant les lois des divers Etats de l'Union": M. Bryce fait un rapport favorable aux dits bills, avec amendement.

Au nom du même comité, auquel a été référée "l'Acte relatif aux successions collatérales et aux successions irrégulières." M. Bryce rapporte un substitut audit bill, avec le même titre.

Conformément à la résolution adoptée par le Sénat, requérant le fonctionnaire judiciaire de rapporter un bill faisant disparaître pour lequel les notaires publics seront nommés", M. Bryce, du comité judiciaire, rapporte un bill intitulé:

"Acte abrogeant le terme pour lequel les notaires publics seront nommés", qui subit sa première lecture.

M. Dufour obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, un bill intitulé: "Acte pour régler sommairement, les procès entre propriétaires et locataires", et "Acte décrétant le jugement par juri, de tous les procès en réclamations d'honoraires ou de compensations", qui subit sa première lecture.

Sur motion, après dispense des règles, lesdits bills subissent leur seconde lecture, et sont référés au comité judiciaire.

M. Dufour présente un mémoire des commissaires de la maison d'asile de la municipalité No deux de la ville de la Nouvelle-Orléans, demandant qu'il soit fait certaines amendements aux actes établissant et gouvernant les maisons d'asile et maisons de travail dans la ville de la Nouvelle Orléans.

Sur motion, ledit mémoire est déposé sur le bureau, sujet à l'appel.

M. Waddill obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, un bill intitulé:

"Acte pour créer un notaire public additionnel dans et pour la paroisse d'Avoyelles", qui subit sa 1re lecture.

Sur motion et après dispense des règles, ledit bill subit sa seconde et troisième lecture et il passe.

M. Moore obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, une "résolution requérant l'ingénieur de l'Etat de faire rapport sur les obstacles à la navigation du bayou l'Embarras, dans la paroisse de St-Martin, qu'on lit une première fois.

Sur motion, on se dispense des règles, ladite résolution subit sa seconde lecture et est référée à la commission des améliorations intérieures.

M. Philips obtient la permission de présenter une "Résolution requérant l'ingénieur de l'Etat de couper les arbres sur les bords de la Rivière Rouge, de manière à en embouchurer à la ville de Shreveport, de chaque côté de la rivière, à une distance nécessaire pour permettre au courant de passer au sud, et par ce moyen, augmenter la capacité du chenal, et empêcher le débordement de la rivière", qui subit une première lecture.

Sur motion et après dispense des règles, la dite résolution subit sa deuxième et troisième lecture, elle est adoptée définitivement.

M. Philips, du comité des améliorations intérieures auquel a été référé

L'Acte pour autoriser Martha C. Smith à ériger un bac sur le bayou Dorcheat", et la "Résolution relative aux chemins dans les terres basses", y fait un rapport favorable.

Au nom du même comité, M. Philips rapporte un "Acte pour autoriser E. J. Jones à construire un chemin de péage, recouvert en planches, à partir de la rive Ouest du bayou Dorcheat à la ville de Shreveport; avec amendement.

Au nom du même comité, auquel ont été référées les "Résolutions pour améliorer la navigation du bayou Rouge", M. Philips fait un rapport adverse à la 1re résolution, et favorable à la seconde.

M. Philips, au nom du même comité, fait aussi un rapport adverse à la "Résolution ordonnant à l'ingénieur de l'Etat de se rendre à la crevasse de Bonnet Carré".

Conformément à avis préalable, M. Tatman présente un bill intitulé:

"Acte pour venir au secours de Charles Janson et Joseph Jansen, vétérans de 1814 et 1815", qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, ce bill subit sa seconde lecture, et est référé au comité des réclamations.

Le président soumet un mémoire du Conseil de la municipalité No 2 de la ville de la Nouvelle-Orléans, demandant l'abrogation de l'acte du 6 avril 1843, qui autorise la Compagnie du Chemin de fer de la Nouvelle Orléans et de Carrollton, à faire payer leurs chars dans ladite municipalité.

On fait la lecture de ce mémoire.

M. Butler, du comité des réclamations, fait le rapport suivant:

Le comité des réclamations ayant été requis par le Sénat de rapporter un *bill général au rejet des pensions*, qui pourvoit à la reconnaissance et au paiement de dites pensions, rapporte respectueusement:

Qu'après avoir mûrement considéré ledit sujet, il ne croit pas convenable de continuer un bureau de commissaires pour accorder des pensions, pour ces raisons et entr'autres, savoir:

Il serait nécessaire de donner un salaire aux membres dudit bureau, et il pourrait s'en suivre qu'il serait accordé des pensions, plutôt eu égard à la popularité de ceux qui les demanderont pour leurs amis, qu'en raison des services patriotiques rendus par ceux qui les réclament.

En conséquence, il fait un rapport défavorable audit projet, et demande qu'il soit déchargé de toute considération ultérieure.

(Signé) J. W. BUTLER, président.

Au nom du comité des réclamations, M. Butler fait un rapport favorable aux bills qui suivent:

"Acte pour venir au secours de Eli Chance, Redmon Carter et Aibro Eaner, vétérans de 1814 et 1815."

"Acte pour venir au secours de A. Mirand"

"Acte pour venir au secours de Joseph Lanti, François Ducoing et Edmond Blais à L."

"Acte pour venir au secours d'Athanase Armand et Hyppolite Gauthier Vétérans de 1814 et 1815." Et

"Acte pour venir au secours de Alexandre J. Brackbaby, pour des services rendus par lui à l'Etat, pendant l'invasion des Anglais en 1814 et 1815."

Au nom dudit comité des réclamations, auquel a été référé "l'Acte pour venir au secours de M. Dougherty, de la paroisse d'Avoyelles", M. Butler rapporte un bill avec amendement.

M. Bryce obtient la permission de présenter un bill intitulé:

"Acte pour émanciper Louisa Jones", qui subit sa première lecture.

Sur motion et après dispense des règles, ledit bill subit sa seconde et troisième lecture et il passe.

M. Ray obtient aussi la permission de présenter un bill intitulé:

"Acte pour autoriser la navigation du bayou Bartholomew", qui subit sa première lecture.

Sur motion et après dispense des règles, ledit bill est mis à une seconde fois, et référé au comité des améliorations intérieures.

M. Clark présente la résolution suivante, qui est lue et adoptée:

"Résolu, que le comité des dépenses contingentes du Sénat, est par la présente, autorisé et requis de donner l'ordre tantôt ou plus tard à l'ingénieur ou arpenteurs qui ont comparu devant le comité réuni de la levée à cette session, et qu'il n'a alloué auxdits ingénieur, la même paye et la même mileage que la loi accorde à un membre de ce corps."

M. Phillips obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, un bill intitulé: "Acte pour créer un notaire de C. Chaplain", qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, ledit bill subit sa seconde lecture, et il est référé au comité des réclamations.

Sur la motion de M. Moore, la pétition relative à diverses levées, laquelle a été référée au comité de la levée, a été retirée de ce comité et référée au comité des améliorations intérieures.

M. Gardère présente la résolution suivante, qui est lue et adoptée:

"Résolu que le comité des élections est requis de s'enquérir de la convenance de passer une loi d'enregistrement, pour régler les élections dans ce Etat, et de faire un rapport dans le plus court délai possible.

M. Richardson, du comité qui les affaires non finies, rapporte un bill intitulé:

"Acte pour amender l'acte intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Providence" qui subit en 1re lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, on passe à la seconde lecture dudit bill, et

M. Chambliss y offre un substitut, avec le même titre, qui est lu et adopté.

Sur motion, on se dispense des règles, ledit substitut subit sa troisième lecture et passe définitivement.

M. Butler, du comité des réclamations, auquel a été référé:

"L'Acte accordant une pension à Vincent Lacombe, [illegible] 1814 et 1815, rapporte [illegible] bill avec amendement.

[illegible] Acte pour [illegible] compensation à payer pour l'extraction d'un cadavre marron", fait un rapport favorable.

Sur la motion de M. Peck, le bill intitulé: "Acte pour incorporer la ville de Trinity", lu hier, subit sa seconde lecture, et sur la motion de M. Peck, il est amendé et adopté tel qu'amendé.

Sur la motion de M. Peck, et après dispense des règles, ledit bill subit sa troisième lecture et passe ainsi qu'il est amendé.

ORDRE DU JOUR.

Continuation de la seconde lecture.

Le Sénat reprend en considération les résolutions pour amender la Constitution.

M. Peck retire sa section additionnelle, offerte comme amendement auxdites résolutions et devant en être la 8me section.

Sur la motion de M. Bryce, on renvoie les dites résolutions au comité des amendements à la Constitution.

M. Dufour demande que le comité soit requis d'amender ces résolutions, de manière que chaque amendement soit compris dans une résolution séparée et numérotés 1, 2, 3, 4, etc., afin que le peuple puisse voter pour ou contre chaque amendement.

Cette motion ne prévaut pas.

M. Peck présente la résolution suivante, qu'on lit, et elle est référée au comité des amendements à la Constitution:

Résolu, etc.—Que si les trois cinquièmes des membres élus à chaque Chambre sont d'opinion que les amendements suivants soient adoptés et proposés au peuple, comme amendements à cette partie de la Constitution qui fixe le salaire des juges de la Cour Suprême et des Cours de District.

1.—Le juge-président et les juges-associés de la Cour Suprême et les juges des Cours de District, recevront chacun un salaire fixé par la loi, et qui ne pourra pas être augmenté ni diminué pendant le terme pour lequel ils seront nommés.

M. Bryce offre le proviso suivant, comme amendement à la résolution de M. Peck; qui est lu et référé au même comité:

"Pourvu que le salaire fixé par le juge-président et les juges-associés de la Cour Suprême, ne soit pas moindre, en aucune année après trois mille piastres par an."

M. Phillips, du comité des affaires paroissiales auquel a été référé la pétition des citoyens des paroisses de DeSoto et Sabine, demandant qu'il soit défendu de détailler des liqueurs fortes dans de certaines limites, rapporte un bill intitulé: "Acte pour prohiber la vente en détail des liqueurs fortes dans de certaines limites", qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, le dit bill subit sa seconde et troisième lecture et passe.

M. Beebe présente la résolution suivante, qu'on lit, et elle est adoptée à l'unanimité:

"Resolu, que les membres du Sénat, symbolisant avec l'honorable C. S. Herron, dans la mort soudaine de son épouse, s'ajourne, en signe de respect, à demain à 10 heures A. M.

MARDI, 12 février 1850.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement.

Présents: Hon. J. B. Plauché, Lieutenant-Gouverneur et président du Sénat.

MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill.

Le secrétaire-adjoint informe la Chambre du concours du Sénat, aux bills et résolutions qui suivent:

"Acte pour abroger la section 19 de l'acte intitulé "Acte pour organiser et définir l'autorité, les devoirs et les fonctions du juri de police de la paroisse de Jefferson, et pour d'autres objets, approuvé le 30 janv er 1831."

"Acte pour incorporer la ville de Vernon dans la paroisse de Jackson."

"Acte pour payer Isaac T. Preston."

"Acte pour autoriser la ville de Lafayette de négocier et faire un ou plusieurs emprunts dans le but d'amortir les dettes actuelles de ladite ville, et de pourvoir aux moyens d'amortir les dits emprunts."

"Résolution requérant l'ingénieur de l'Etat, de faire un examen des batture, dans la rivière Ouachita, et de faire rapport et contracter le montant nécessaire pour faire les améliorations requises."

"Résolution pour autoriser l'ingénieur de l'Etat à se rendre à la paroisse de St-Bernard pour examiner le bayou de Boeufs."

"Acte pour changer le nom de Valery Rubalais, en celui de Jean Valery Rubalais."

"Résolution requérant le secrétaire d'Etat de délivrer au département de Droit de l'Université de la Louisiane, un exemplaire des livres de lois, dont il se trouve des duplicatas dans la Librairie de l'Etat.

"Résolution ordonnant à l'ingénieur de l'Etat de faire un examen de la passe, dite Mud Pass, dans la paroisse de Calcasieu."

"Acte pour exempter du jury les officiers et membres des carabiniers de Lafayette, compagnie volontaire de la ville de Lafayette."

"Acte pour requérir l'ingénieur de l'Etat à construire des levées sur le bayou Mili, dans la paroisse de Avoyelles."

Sur la motion d'adopter l'article:

M. Plauché, au fauteuil.

MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

Ledit article est par conséquent adopté.

Le 2me article est ainsi conçu, savoir:

Art. 2.—Le juge-président et les juges associés de la Cour Suprême seront élus pour cette fin, et à la première réunion de la Cour Suprême, après que cet amendement à la Constitution sera en vigueur, les juges-associés seront divisés au sort, en deux classes; le siége de deux des juges-associés, sera vacant à l'expiration de deux ans, le siége de l'autre juge-président et du troisième juge-associé à l'expiration de quatre ans, de manière qu'il y ait rotation perpétuelle.

Sur la motion d'adopter l'article:

M. Plauché, au fauteuil.

MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Aucune opposition.

Le dit article est par conséquent adopté.

Le 3me article qui est conçu ainsi qu'il suit, se lit:

Art. 3me.—Un Trésorier d'Etat sera élu pour un terme de deux ans, par les électeurs de tout l'Etat, ayant qualité de voter pour les représentants à l'Assemblée Générale.

Sur la motion d'adopter le dit article:

M. Plauché au fauteuil, MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

Le dit article est par conséquent adopté.

Le 4me article qui est conçu ainsi qu'il suit, se lit:

Art. 4me.—Un Secrétaire d'Etat sera élu pour un terme de deux ans, par les électeurs de tout l'Etat, ayant qualité de voter pour les représentants à l'Assemblée Générale.

Sur la motion d'adopter le dit article:

M. Plauché au fauteuil, MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

Le dit article est par conséquent adopté.

Le 5me article qui est conçu ainsi qu'il suit, se lit:

Art. 5me.—Les avocats de District seront élus dans leurs Districts respectifs, pour un terme de deux ans, par les électeurs ayant qualité d'y voter pour représentants à l'Assemblée Générale.

Sur la motion d'adopter l'article ci-dessus, M. Plauché au fauteuil, MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

Le dit article est par conséquent adopté.

Le 6me article qui est conçu ainsi qu'il suit, se lit:

Art. 6me.—Un Avocat Général sera élu pour un terme de deux ans, par les électeurs ayant qualité de voter pour les représentants à l'Assemblée Générale, dans tout l'Etat.

Sur la motion d'adopter cet article, M. Plauché au fauteuil, MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

Le dit article est par conséquent adopté.

Le 7me article qui est conçu ainsi qu'il suit, se lit:

Art. 7me.—Un Secrétaire d'Etat sera élu pour un terme de deux ans, par les électeurs de tout l'Etat, ayant qualité de voter pour Représentants à l'Assemblée Générale.

M. Plauché au fauteuil, MM. Beebe, Boudousquié, Bryce, Butler, Cade, Caulfield, Chambliss, Clark, Cole, Dauney, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Harrison, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Ricker, Sigur, Swayzé, Tatman, Van Wickle et Waddill votent pour son adoption—27 voix.—Pas d'opposition.

M. Layet, greffier de la Chambre, demande le concours du Sénat à

L'Acte pour faciliter l'établissement à [illegible] institut pour les artisans dans la ville de la Nouvelle Orléans."

"L'Acte pour amender certaines sections de l'Acte relatif à la construction des levées dans la paroisse de Terres, et pour créer un fonds spécial pour les levées, et pour en faciliter la collection", et à

"L'Acte pour venir au secours de Auguste Thierry et de Jeanne Cler, son épouse légitime, résidante de la ville de la Nouvelle-Orléans."

Il informe aussi le Sénat du concours de la Chambre à la

"Résolution nommant un comité réuni pour examiner et faire un rapport de la condition de l'Asile des Aliénés à Jackson", et que l'Orateur de la Chambre a nommé MM. Richardson, Marks, Camith, Lewis et Lumsden, dudit comité, de la part de la Chambre.

M. Layet informe de plus le Sénat du concours de la Chambre à la "Résolution nommant un comité réuni pour examiner les comptes du trésorier de l'Etat", et que l'Orateur de la Chambre a nommé MM. Scarborough, Stark, Larue, Shannon et St-Martin, dudit comité, de la part de la Chambre.

Conformément à avis préalable, M. Cole présente un bill intitulé: "Acte pour venir en aide de Malburin Burdy, shérif de la paroisse de Latourche-Intérieure", qui subit sa première lecture.

M. Phillippe obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, un bill intitulé:

"Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Shreveport et Texas, dans la paroisse de Caddo", qui subit sa première lecture.

Sur motion et après dispense des règles, ledit bill subit sa seconde lecture et il est référé au comité judiciaire.

M. Ray, du comité des amendements à la Constitution, auquel ont été renvoyées les résolutions qui proposent des amendements à la Constitution, rapporte des substitute auxdites résolutions, qui sont déposés sur le bureau, sujets à l'appel.

Conformément à avis préalable, M. Dufour présente un bill intitulé:

"Acte pour autoriser l'établissement et le gouvernement des Maisons d'Asile pour les municipalités de la ville de la Nouvelle-Orléans", qui subit sa première lecture.

Sur motion, après dispense des règles, ledit bill subit sa seconde lecture, et il est référé au comité des réclamations.

Le secrétaire adjoint, demande aussi le concours de la Chambre aux bills et résolutions qui suivent:

"Acte pour établir un bac sur la rivière Atchafalaya, dans la paroisse d'Avoyelles, et pour d'autres objets."

"Acte pour changer par Jean Baptiste Martin Rubalais, de la paroisse d'Avoyelles."

"Acte pour changer Jacques Arstide Cappel, de la paroisse d'Avoyelles."

"Acte pour autoriser la nomination d'un notaire public additionnel, pour la paroisse de Caddo."

"Acte pour créer un notaire public additionnel, dans et pour la paroisse d'Avoyelles."

"Résolution pour fermer et faire monter les arbres sur la Rivière Rouge."

"Acte pour émanciper Louisa Jones."

"Acte pour prohiber la vente en détail des liqueurs fortes dans de certaines limites", et

"